

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA PROSPECTIVE

SECRETARIAT GENERAL

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

BURKINA FASO

Unité – Progrès -Justice

ENQUETE NATIONALE SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS AU BURKINA FASO– 2022

DOCUMENT DE METHODOLOGIE

Septembre 2022

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 1 |
| 1. Objectifs de l'enquête | 2 |
| 2. Principaux indicateurs à mesurer | 3 |
| 3. Concepts clés | 4 |
| 4. Détermination de la taille de l'échantillon | 6 |
| 4.1. Analyse des résultats de l'ENTE 2006 | 6 |
| 4.2. Contrainte sur la significativité statistique de la variable d'intérêt..... | 7 |
| 4.3. Contrainte sur la significativité et de la comparabilité statistique de la variable d'intérêt avec les résultats de l'ENTE 2006..... | 10 |
| 4.4. Plan de sondage | 13 |
| 4.5. Base de sondage | 13 |
| 5. Outils de collecte | 14 |
| 6. Recrutement et formation du personnel de terrain | 15 |
| 7. Considérations éthiques..... | 16 |
| 8. Ressources matérielles de l'enquête | 16 |
| 9. Gestion des risques | 17 |
| 10. Ressources humaines et organisation de la collecte..... | 18 |
| 11. Test cognitif | 18 |
| 12. Enquête pilote | 19 |
| 13. Enquête principale | 19 |
| Conclusion | 19 |

Introduction

Le travail des enfants est un phénomène mondial. Selon le rapport 2021 de l'organisation internationale du travail et de l'UNICEF sur le travail des enfants, 160 millions d'enfants de cinq (5) à dix-sept (17) étaient astreints au travail des enfants au début du 2020. Entre 2016 et 2020, le pourcentage d'enfants astreints au travail des enfants (9,6%) est demeuré inchangé, tandis que leur nombre absolu a augmenté de plus de 8 millions, en atteignant un total de 160 millions d'enfants. De même, le pourcentage d'enfants effectuant des travaux dangereux (4,7%) est resté presque inchangé mais, en chiffres absolus, il a augmenté de 6,5 millions et a atteint un total de 79 millions d'enfants.

L'Afrique subsaharienne enregistre le plus grand nombre d'enfants astreints au travail de l'enfant avec 86,6 millions d'enfants de 5 à 17 ans concernés, soit une prévalence de 23,9%¹.

Le Burkina Faso n'est pas en reste de cette situation. En effet, selon l'enquête nationale sur le travail des enfants (ENTE) réalisée en 2006 par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) avec l'appui du Bureau international du Travail (BIT), 41,1% des enfants de 5 à 17 ans sont économiquement actifs. Aussi, cette enquête a révélé que la proportion d'enfants en situation de travail varie en fonction des caractéristiques individuelles, sociales et géographiques de l'enfant et du secteur d'activités. La majorité de ces enfants économiquement actifs (95,8%) sont en situation de travail des enfants et se retrouvent essentiellement dans le secteur agricole, les services et les industries.

Face à cette situation, le Burkina Faso s'est résolument engagé depuis plusieurs années dans la lutte pour l'éradication du travail des enfants et en particulier ses pires formes. Dans ce cadre, outre la ratification des principales conventions internationales protégeant les enfants, le pays a mis en place un arsenal juridique et institutionnel et développé des plans, programmes et stratégie pour lutter contre ce phénomène. Ainsi, le Gouvernement a adopté et mis en œuvre un Plan d'Action national 2011-2015 de lutte contre les pires Formes de Travail des Enfants dont l'évaluation de mise en œuvre a présenté des résultats plutôt encourageants. Cependant, il reste entendu que le travail des enfants persiste. En effet, les projections démographiques de l'INSD estiment l'effectif des enfants de 5 à 17 ans au Burkina Faso en 2018 à 7 304 809, soit 36,1% de la population. Au cours de la même année, 4 115 633 enfants du même groupe d'âge ont été scolarisés (DGESS/MENAPL). Ainsi, 43,6% de ces enfants sont hors du système scolaire et on est amené à s'interroger sur les occupations de ces enfants dans la vie active.

¹ International Labour Office and United Nations Children's Fund, Child Labour: Global estimates 2020, trends and the road forward, ILO and UNICEF, New York, 2021. License: CC BY 4.0.

A toutes ces difficultés s'ajoute le problème de l'insécurité qui a occasionné depuis 2015 de nombreux déplacés internes. Une synthèse récente des données de la CONASUR montre que sur une population de déplacés internes de 1 312 071 personnes, à la date du 30 juin 2021, 54% sont des enfants de moins de 14 ans².

Cette situation a conduit le Burkina Faso à réaffirmer dans le PNDES (2016-2020), l'engagement de réduire la prévalence des enfants de 5 à 17 ans impliqués dans les activités économiques de 41% en 2006 à 25% en 2020. Dans cette dynamique, une nouvelle stratégie en matière de lutte contre les pires formes de travail des enfants a été adoptée le 07 mai 2019 pour la période 2019-2023.

Dans ce cadre, et s'inscrivant dans la mise en œuvre de cette stratégie, le gouvernement du Burkina Faso a exprimé son intérêt et sa volonté à la mise en œuvre d'une nouvelle Enquête Nationale sur le Travail des Enfants (ENTE) qui bénéficie du soutien de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'UNICEF.

Le présent document fait la synthèse des grandes lignes méthodologiques de l'enquête.

1. Objectifs de l'enquête

L'objectif global de l'étude est d'améliorer les informations sur les enfants qui travaillent, le travail des enfants et le travail des enfants dans les travaux dangereux au Burkina Faso grâce à la collecte de données et à une analyse approfondie. Il se décline en six (06) objectifs spécifiques qui sont :

- Évaluer l'étendue, les caractéristiques, les causes et les conséquences de l'implication d'enfants de 5 à 17 ans dans les activités professionnelles.
- Opérationnaliser les définitions juridiques nationales du travail des enfants et des travaux dangereux en indicateurs statistiques.
- Déterminer la prévalence des enfants qui travaillent, du travail des enfants à abolir, des travaux dangereux, des services ménagers non rémunérés et des services ménagers dangereux non rémunérés par sexe, groupe d'âge, lieu de résidence (urbain / rural) et déségrégation géographique de l'enquête (régions).
- Évaluer l'implication des enfants âgés de 5 à 17 ans dans une ou plusieurs activités simultanément : enfants travaillant uniquement ; enfants qui étudient uniquement ; les enfants combinant l'école et le travail et; les enfants ne travaillant ni ne fréquentant l'école (par sexe, groupe d'âge, situation professionnelle).

2 CONASUR 2021 : Enregistrement des personnes déplacées internes du Burkina Faso.

- Recueillir des informations sur les caractéristiques suivantes du travail des enfants :
 - Secteurs d'activités (par sexe, groupe d'âge)
 - Statut dans la profession (par sexe, groupe d'âge, handicap)
 - Profession et si possible des informations sur les biens/services spécifiques produits/délivrés par les enfants (par sexe, groupe d'âge)
 - Heures de travail hebdomadaires : pour les enfants qui travaillent ; enfants travaillant uniquement et enfants combinant école et travail (par sexe, groupe d'âge, etc.)
 - Heures hebdomadaires des enfants dans les services ménagers non rémunérés - c'est-à-dire les tâches ménagères - (par sexe, groupe d'âge)
 - Principaux types de tâches ménagères (par sexe, groupe d'âge)
 - Engagement à aller chercher de l'eau et à ramasser du bois de chauffage (par sexe, groupe d'âge)
 - Enfants désireux de travailler
 - Montant et mode de rémunération (en espèces / en nature),
 - Raisons du travail des enfants
 - Groupes d'enfants vulnérables (par région de résidence : Ouagadougou, autres villes, rural ; etc.)
 - Problèmes de sécurité et de santé au travail associés au travail des enfants et aux travaux dangereux.
- Recueillir des informations sur l'interaction entre les activités productives des enfants, le travail des enfants, les travaux dangereux et l'éducation.
 - Faire une analyse comparative de la situation du travail des enfants depuis 2006 ;
 - Répondre aux besoins en information des utilisateurs des données sur le travail des enfants ;
 - Produire, présenter et diffuser un rapport d'enquête sur la situation du travail des enfants au Burkina Faso.

2. Principaux indicateurs à mesurer

L'enquête permettra de renseigner les indicateurs suivants :

- Proportion des enfants de 5 à 17 ans impliqués dans les activités économiques ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans impliqués dans le travail des enfants ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans impliqués dans les travaux dangereux ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans impliqués dans les autres pires formes du travail des enfants (PFTE) ;

- Proportion des chefs de ménage (hommes, femmes) favorable à la lutte contre le travail des enfants ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans vivant avec un handicap, impliqués dans les activités économiques ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans vivant avec un handicap, impliqués dans le travail des enfants ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans vivant avec un handicap, impliqués dans les travaux dangereux ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans vivant avec un handicap, impliqués dans les autres pires formes du travail des enfants (PFTE) ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans économiquement actifs en situation de mobilité ;
- Proportion des chefs de ménage (hommes, femmes) ayant connaissance du phénomène du travail des enfants ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans victimes d'esclavage ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans impliqués dans le travail des enfants dans les champs de coton ;
- Proportion des enfants de 5 à 17 ans impliqués dans le travail des enfants dans l'orpaillage.

3. Concepts clés

A ce stade, les définitions générales considérées sont les suivantes :

Travail des enfants. Le travail des enfants désigne toute activité entreprise par une personne de moins de 18 ans, rémunérée ou non, dangereuse ou inappropriée pour son âge, ou qui nuit à sa scolarisation ou son développement physique, psychologique et social.

Pires formes de travail des enfants. Selon les dispositions de l'article 153 du Code du travail, les PFTE s'entendent notamment de :

- toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues telles que la vente, la traite des enfants, la servitude pour dette et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés;
- l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ;

- l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants tels que les définissent les conventions internationales pertinentes ;
- les travaux qui par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant.

Travaux dangereux. Selon l'article 3 du décret N°2016 504/PRES/PM/MFPTPS/MS/MFSNF du 09 juin 2016 portant détermination de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants, les travaux dangereux sont : « ceux qui, de par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant ».

Il s'agit notamment des :

- travaux qui exposent les enfants à des sévices physiques, psychologiques ou sexuels ;
- travaux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, à des hauteurs dangereuses ou dans des espaces confinés ;
- travaux qui s'effectuent avec des machines, du matériel ou des outils dangereux, ou qui impliquent de manipuler ou de porter de lourdes charges ;
- travaux qui s'effectuent dans un milieu malsain pouvant, par exemple, exposer les enfants à des substances, des agents ou des procédés dangereux, ou à des conditions de température, de bruits ou de vibrations préjudiciables à leur santé ;
- travaux qui s'effectuent dans des conditions particulièrement difficiles, par exemple pendant de longues heures, ou la nuit, ou pour lesquels l'enfant est retenu de manière injustifiée dans les locaux de l'employeur ;
- travaux susceptibles de porter atteinte au développement et à la capacité de reproduction des enfants ;
- travaux qui impliquent l'utilisation de tout charriot élévateur pour le déplacement des charges.

Travaux légers. Selon l'article 2 de l'arrêté N°2008-027/MTSS/SG/DGSST du 26 décembre 2008 portant dérogation à l'âge minimum d'admission à l'emploi, l'expression travaux légers comprend les travaux dont l'exécution par les enfants concernés :

- n'est pas susceptible de porter préjudice à leur santé ou à leur développement ;
- n'est pas de nature à porter préjudice à leur assiduité scolaire, à leur participation à des programmes de formation professionnelle approuvés par l'autorité compétente ou à leur aptitude à bénéficier de l'instruction reçue.

Enfant travailleur ou enfant économiquement actif. C'est tout individu de moins de 18 ans qui accomplit un travail quelconque, rémunéré ou non, destiné au marché ou non, régulier ou occasionnel, illégal ou légal.

4. Détermination de la taille de l'échantillon

La méthodologie de calcul de la taille de l'échantillon est fondée sur des contraintes techniques qui garantissent la qualité statistique des données collectées. Ces contraintes techniques portent essentiellement sur le niveau de précision de la variable d'intérêt et sur la comparabilité des résultats de l'ENTE 2022 avec ceux de 2006. Pour cette raison, trois strates d'analyse ont été retenues. Il s'agit de :

- La strate constituée par le centre urbain de la région du centre (Ouagadougou)
- La strate constituée par l'ensemble des communes urbaines hors de la région du centre (Autres villes urbaines) et
- L'ensemble des communes rurales du Pays (Milieu rural).

Deux méthodologies ont été proposées ; l'une tenant compte de la significativité statistique de la variable d'intérêt sur les trois strates d'analyse et l'autre tenant compte à la fois de la significativité statistique mais aussi de la comparabilité des résultats de l'ENTE de 2022 avec ceux de 2006.

4.1. Analyse des résultats de l'ENTE 2006

Les proportions d'enfants économiquement actifs sont calculées pour les trois strates (Ouaga, Autres villes et Milieu rural) et l'ensemble du pays (41% pour l'ensemble du pays).

La méthode d'échantillonnage utilisée est aléatoire à deux degrés avec probabilité proportionnelle à la taille (PPT). Au premier degré, les ZD ont été tirées à l'intérieur des strates avec une probabilité proportionnelle à la taille. En tout, 198 grappes ont été tirées indépendamment dans chaque strate dont 154 dans la strate « rurale », 34 dans la strate « autre ville » et 10 dans la strate « Ouagadougou ». Au second degré, 27 ménages ont été sélectionnés par grappe à probabilité égale dans chacune des strates urbaines et 22 dans la strate rurale. Au total 4576 ménages ont été tirés.

Le taux de réponse à l'enquête s'élevait à 92,1%. Les résultats méthodologiques sont consignés dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Résultats méthodologiques de l'ENTE de 2006

| strate | Proportion des enfants âgés de 5-17 ans économiquement actifs (P) | Erreur standard | Estimation du coefficient de variation de l'estimation (CV) | Effet de plan (DEFF) | Effectif des enfants de 5-17 ans enquêtés |
|------------------------|---|-----------------|---|----------------------|---|
| Ouagadougou | 0,3176 | 0,0381 | 0,1199 | 1,3215 | 313 |
| Autres villes urbaines | 0,2136 | 0,0189 | 0,0887 | 2,0008 | 1281 |

| | | | | | |
|-----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Milieu rural | 0,4407 | 0,0101 | 0,0229 | 2,8018 | 6320 |
| Ensemble | 0,4108 | 0,0091 | 0,0222 | 2,7120 | 7914 |

Source : INSD, ENTE 2006

La proportion d'enfants âgés de 5-17 ans est estimée 41,08% avec un coefficient de variation de 2,22%. Cette proportion varie sur les trois strates ainsi que les estimations des coefficients de variation des estimations. Le milieu rural semble le plus touché par le travail des enfants, avec une proportion de 44,07 d'enfants économiquement actifs. A Ouaga, avec un échantillon de 313 enfants enquêtés, cette proportion s'élève à 31,76% avec un coefficient de variation légèrement au-dessus de 10%. Elle est de 21,36% pour les autres villes avec un coefficient de variation de 8,87%. Par ailleurs, les effets de plan de sondage vont du simple au double entre Ouaga, les autres villes et le milieu rural.

4.2. Contrainte sur la significativité statistique de la variable d'intérêt

La variable d'intérêt de l'étude est la proportion d'enfants économiquement actifs. L'objectif de cette partie est d'estimer une taille d'échantillon de ménages minimale pour obtenir des résultats significatifs pour une prochaine enquête. Il est à relever qu'avec un échantillon de 4576 ménages en 2006, la précision de la proportion d'enfants économiquement actifs estimée est excellente, étant donné un coefficient de variation de 2%. La nouvelle taille d'échantillon est alors calculée dans un premier temps, en supposant que les différentes proportions sont restées inchangées depuis 2006.

La formule d'estimation du nombre des enfants espérés dans l'échantillon est :

$$u = \frac{z^2 P(1-P)}{e^2} * \frac{Deff}{r}, \text{ avec :}$$

- *P : proportion des enfants de 5 à 17 ans économiquement actifs (valeur cible en 2019 obtenue sur la base de projection faites entre 2006 et 2019).*
- *Z : fractile d'ordre α de la loi normale centrée réduite ; pour $\alpha=0,05$, la valeur de Z vaut 1,96.*
- *Deff : Effet de grappe dû au plan de sondage à deux degrés utilisés pour l'enquête de 2006*
- *r : le taux de réponse à l'enquête de 2006*

Le nombre de ménages est estimé par la suite en rapportant le nombre estimé d'enfants âgés de 5 à 17 ans économiquement actifs au nombre moyen d'enfants âgés de 5 à 17 ans dans un ménage.

Dans un deuxième temps, trois hypothèses sont posées sur l'évolution possible de la proportion nationale des enfants de 5 à 17 ans économiquement actifs. En effet, en 2006 ce taux valait 41,1%. Etant donné l'amélioration des facteurs favorisant le travail des enfants depuis 2006, il est fort possible que la proportion des enfants économiquement actifs ait également connu un fléchissement. Ainsi, afin d'estimer la proportion des enfants économiquement actifs à utiliser dans la formule de détermination de la taille de l'échantillon, la prévalence obtenue lors de l'enquête nationale sur le travail des enfants en 2006 (au niveau national et par strate) a servi de base de travail. Les différents calculs effectués ont produit les résultats suivants :

Tableau 2 : Estimation de la taille d'échantillon de ménages avec les paramètres de l'ENTE de 2006

| strate | Proportion des enfants âgés de 5-17 ans économiquement actifs (P) | Echantillon initial d'enfants | Ajout de l'effet de grappe | Nombre moyen d'enfants de 5-17 ans par ménage | Echantillon de ménages avec taux national de 41% | Ajout du taux de réponse de 92,13% |
|------------------------|---|-------------------------------|----------------------------|---|--|------------------------------------|
| Ouagadougou | 0,3176 | 333,06 | 440,15 | 1,15 | 381,44 | 414,01 |
| Autres villes urbaines | 0,2136 | 258,10 | 516,42 | 1,57 | 328,09 | 356,10 |
| Milieu rural | 0,4407 | 378,76 | 1061,23 | 1,96 | 541,76 | 588,02 |
| Ensemble | 0,4108 | 969,92 | 2017,79 | | 1251,29 | 1358,13 |

Avec un échantillon de 1358 ménages, il est possible d'obtenir les résultats déterminés en 2006. En effet, la taille de l'échantillon est inversement proportionnelle à l'ampleur du phénomène observé.

Dans la dernière étape du calcul de la taille d'échantillon, la proportion d'enfants économiquement actifs est supposée à la baisse en tenant compte de l'évolution anticipée du phénomène. En effet, le deuxième passage de l'enquête Multisectorielle Continue de 2014 a servi de point de comparaison car la période de collecte des données de ce passage correspond à celle de l'ENTE 2006. L'hypothèse ici, a été de considérer que la tendance observée dans l'évolution du phénomène pour les 10-17 ans (tranche d'âge couverte par l'EMC) entre 2006 et 2014 serait conservée pour les 5-17 ans entre 2006 et 2019. Les résultats des simulations sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Estimation de la proportion d'enfants âgés de 5-17 ans économiquement actifs en 2019

| Année | 2006 | 2014 | Projection 2019 |
|---------------------------------|------|-------|-----------------|
| Estimation prévalence 10-17 ans | 50.4 | 41.94 | 37.10 |
| Estimation prévalence 5-17 ans | 41.1 | 34.19 | 31.50 |

Source : INSD, calcul effectués à partir des données de EMC 2014 et ENTE 2006

Sur cette base une prévalence projetée de 30 % a été utilisée, contre la cible de 25% définie en 2020 selon le PNDES 2016-2020. L'échantillon final tenant compte du taux espéré de 30% est obtenu par la formule suivante :

$$n_2 = \frac{n_1 P_1}{P_2} \text{ avec :}$$

n_1 : échantillon de ménages estimé avec les paramètres de l'enquête 2006

P_1 : proportion globale des enfants âgés de 5-17 ans économiquement actifs en 2006

P_2 : valeur cible en 2019 de la proportion globale des enfants âgés de 5-17 ans économiquement actifs, soit 30% pour l'ensemble du pays.

L'effectif total est d'abord calculé sur la base de l'hypothèse de 30%, soit 1857 ménages. Dans un deuxième temps, l'effectif total est réparti proportionnellement à la taille d'échantillon déterminé dans le tableau 2 selon les strates. Enfin, pour des raisons pratiques de sondage (proposition de 12 ménages par ZD et d'un nombre de ZD divisible par 3 dans chaque strate), les tailles d'échantillon ont été ajustées. Le calcul de la proportion d'enfants de 5-17 ans économiquement actifs attendue est repris pour chaque strate en utilisant la formule de proportionnalité définie ci-dessus.

S'agissant des coefficients de variation, ils sont estimés par la formule :

$$CV = \frac{1 - p}{\sqrt{np}}$$

Où p désigne la proportion d'enfants de 5-17 ans économiquement actifs estimés et n la taille d'échantillon de ménages correspondants. Les résultats sont présentés dans le tableau 4. Les précisions des estimations restent toujours bonnes avec des coefficients de variation estimés à moins de 10%.

Tableau 4 : Détermination de la taille d'échantillon final et calcul de la proportion d'enfants de 5-17 ans économiquement actifs attendue.

| strate | Echantillon de ménages avec un taux national de 30% | Echantillon de ménages ajusté | Estimation de P attendue | Estimation des coefficients de variation attendus |
|---------------|---|----------------------------------|-----------------------------|---|
| Ouaga | 566 | 576 | 0,23 | 0,067 |
| Autres villes | 487 | 504 | 0,15 | 0,098 |
| Rural | 804 | 792 | 0,33 | 0,041 |
| Ensemble | 1857 | 1872 | 0,30 | 0,030 |

4.3. Contrainte sur la significativité et de la comparabilité statistique de la variable d'intérêt avec les résultats de l'ENTE 2006.

Dans cette démarche méthodologique, l'objectif est qu'en plus de la contrainte sur la précision statistique de la variable d'intérêt, on cherche à évaluer avec un degré de confiance pertinent, si le travail des enfants a augmenté ou diminué par rapport au point de données le plus proche. Dans cette approche, le calcul de la taille de l'échantillon est formulé en termes de test d'hypothèses. L'hypothèse testée est de savoir si la prévalence du travail des enfants comparée à celle de 2006 a diminué ou pas. Le but de l'exercice est de déterminer la taille nécessaire de l'échantillon pour tester l'hypothèse nulle d'un non-changement de la valeur de la variable d'intérêt avec une probabilité de 95% contre une hypothèse alternative d'une baisse. Notons par P, la proportion d'enfants de 5-17 ans économiquement actifs au moment de l'enquête, P0 son niveau en 2006. L'hypothèse nulle se traduit par $P = P0$ et l'hypothèse alternative est $P < P0$.

Posons l'hypothèse nulle qu'il n'y a pas eu de changement du taux de prévalence du travail des enfants,

$$(1) \quad H_0: p = p_0$$

$$(2) \quad H_1: p < p_0$$

Notons par n_{eas} le nombre d'enfant âgés de 5 à 17 ans retenu pour l'enquête. Soit \hat{p} la proportion d'enfants de 5-17 ans économiquement actifs estimé à l'issue de l'enquête et $e_{\hat{p}}$ l'écart type associé à l'estimateur de P.

Selon la théorie statistique, si n_{eas} est suffisamment grand, le critère de test est :

$$(3) \quad \hat{p} < p_0 - z_{1-\alpha} e_{\hat{p}}$$

où α est le niveau de signification du test, $z_{1-\alpha}$ est la valeur de la distribution normale standard correspondant à la probabilité α , fixée par exemple à $\alpha = 5\%$. Ce test garantit que la probabilité de faire une fausse déclaration (que la prévalence du travail des enfants a diminué alors qu'elle

n'a pas diminué) est inférieure à 5%. Il ressort de (3) que pour prétendre à une baisse du taux de prévalence du travail des enfants, la valeur de l'estimation de \hat{p} doit être suffisamment inférieure à la valeur antérieure p_0 pour tenir compte de la marge d'erreur de l'estimation due à la variabilité de l'échantillon.

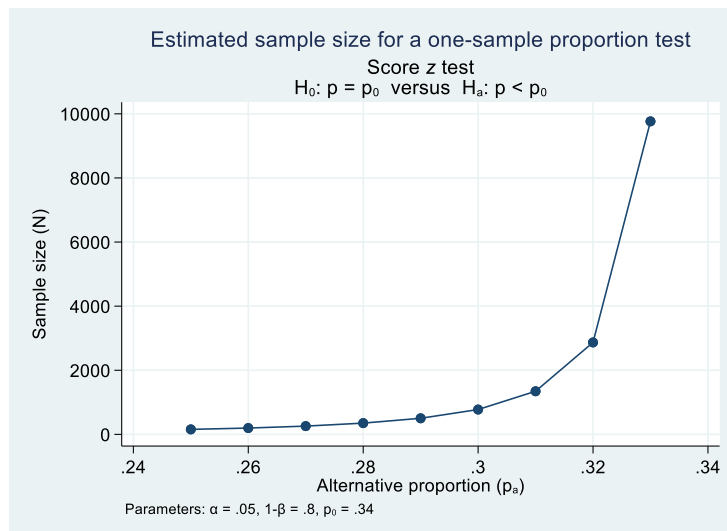
Examinons maintenant un autre type d'erreur qui peut être fait avec ce test, à savoir la déclaration d'absence de baisse du taux de prévalence du travail des enfants alors qu'il y'a eu effectivement une baisse. L'erreur d'une fausse déclaration de baisse de prévalence est appelée erreur de type I (rejet de H_0 lorsque H_0 est vrai), mais cette deuxième erreur, de détecter une baisse alors qu'elle est vraie, est appelée erreur de type II (ne rejetant pas H_0 lorsque H_1 est vraie).

En choisissant adéquatement la taille de l'échantillon, nous pouvons nous assurer que la probabilité de l'erreur de type II ne dépasse pas une certaine valeur, disons β , pour un écart prédéterminé par rapport à l'hypothèse nulle, exprimé par $\delta = p_0 - p$. La taille minimale de l'échantillon nécessaire pour cette disposition dans le cadre d'un échantillonnage aléatoire simple peut être calculée avec STATA. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant et représentés graphiquement dans la figure qui suit :

Tableau 5 : Simulation du BIT à partir de la base de données de L'ENTE 2006.

| alpha | Power | N | delta | po | pa |
|-------|-------|-------|--------|-------|-----|
| 0.05 | 0.8 | 156 | -.0919 | .3419 | .25 |
| 0.05 | 0.8 | 197 | -.0819 | .3419 | .26 |
| 0.05 | 0.8 | 258 | -.0719 | .3419 | .27 |
| 0.05 | 0.8 | 351 | -.0619 | .3419 | .28 |
| 0.05 | 0.8 | 502 | -.0519 | .3419 | .29 |
| 0.05 | 0.8 | 775 | -.0419 | .3419 | .30 |
| 0.05 | 0.8 | 1,345 | -.0319 | .3419 | .31 |
| 0.05 | 0.8 | 2,869 | -.0219 | .3419 | .32 |
| 0.05 | 0.8 | 9,766 | -.0119 | .3419 | .33 |

Graphique1 : représentation graphique des Simulation du BIT à partir de la base de données de L'ENTE 2006



En choisissant parmi les différentes valeurs des paramètres, la valeur $p_a = 0,3$ pour l'hypothèse alternative, nous trouvons à partir du tableau 5 que la taille d'échantillon requise est de 775 enfants de 5 à 17 ans par strate d'analyse. En tenant compte du nombre moyen d'enfants de 5 à 17 ans par ménage (tableau 2), la taille de l'échantillon peut être ré-exprimée en termes de ménages. La taille de l'échantillon de la strate de Ouagadougou s'obtient par exemple comme suit :

$$(4) \quad n_{eas} = \frac{775}{1.15} = 674 \quad \text{menages}$$

En tenant compte d'un taux de réponse de 92% comme à l'enquête de 2006 et d'un effet de plan de sondage moyen égal à 2, nous trouvons la taille minimale de l'échantillon de la strate de Ouagadougou :

$$(5) \quad n_{ouaga} = \frac{674 \times 2}{0.92} = 1465 \quad \text{menages}$$

Enfin, en considérant 3 strates d'analyse (Ouaga, Autres villes, Zones rurales), la taille totale de l'échantillon est de 3398 ménages. Le nombre de ménages à enquêter pour cette étude par strate est présenté le tableau 6.

Tableau 6 : Echantillon de ménages ajustés par strate.

| | Echantillon Non ajusté en Nombre d'enfants de 5 à 17 ans | Nombre moyens d'enfants de 5 à 17 ans | Echantillon de ménages Non ajusté | DEFF | Taux de Non réponse | Echantillon final de ménages ajusté |
|-------|--|---------------------------------------|-----------------------------------|------|---------------------|-------------------------------------|
| Ouaga | 775 | 1.15 | 673.913043 | 2 | 0.92 | 1465 |

| | | | | | | |
|--------------|------|------|------------|---|------|------|
| autre urbain | 775 | 1.57 | 493.630573 | 2 | 0.92 | 1073 |
| rural | 775 | 1.96 | 395.408163 | 2 | 0.92 | 860 |
| Total | 2325 | | 1562.95178 | | | 3398 |

4.4. Plan de sondage

L'enquête sera réalisée selon un plan de sondage à deux degrés. Au premier degré, il sera tiré des ZD proportionnellement à leur taille de population. Au second degré, il sera tiré avec probabilité égale, 12 ménages par ZD. Sur cette base, cette étude mobilisera 283 ZD au total.

Le détail de cette répartition par strate est consigné dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Nombre de ZD par strate

| | Echantillon final de ménages | Nombre de ZD |
|--------------|------------------------------|--------------|
| Ouaga | 1465 | 122 |
| autre urbain | 1073 | 89 |
| rural | 860 | 72 |
| Total | 3398 | 283 |

Comparativement au plan de sondage de 2006, celui-ci a l'avantage d'augmenter le nombre d'unités primaires et de diminuer le nombre d'unités secondaires. L'augmentation du nombre d'unités primaires dans un plan de sondage à deux degrés diminue de façon significative la variance estimée.

S'agissant de la strate « autres villes », l'allocation de l'échantillon sera faite proportionnellement aux différentes villes avant le tirage des ZD puis des ménages. Un rapport détaillé le tirage de l'échantillon final sera fait pour accompagner cette note méthodologique.

4.5. Base de sondage

Réalisé en 2019, le 5^{ième} Recensement Général De la Population et de l'Habitation fournit des informations de base exhaustive sur le plan national. L'un des principaux objectifs poursuivis par le RGPH est de mettre à la disposition de l'appareil statistique national une base de sondage actualisée pour la réalisation d'études spécifiques. Cette étude utilise cette base de sondage, composée de 3 504 730 ménages regroupés en 23 776 ZD

5. Outils de collecte

Les outils de collecte sont élaborés pour être en cohérence avec la 20ème CIST particulièrement en termes de mesure des différentes formes de travail. Un test cognitif sur une vingtaine de répondants est appliqué au « questionnaire enfant » avant sa version finale.

Les documents suivants serviront à la collecte des données sur le terrain :

- un questionnaire ménage administré au chef de ménage ou à toute personne capable de fournir des informations cohérentes sur le ménage.
- un questionnaire enfant administré directement aux enfants éligibles (5-17 ans) issus des ménages tirés.

Le questionnaire ménage

Le questionnaire ménage, qui comprend sept (7) sections, va permettre de recueillir des informations sur les caractéristiques générales des ménages et de leurs membres, le travail des enfants, la santé et la sécurité des enfants travailleurs, la perception des parents ou tuteurs des enfants le travail de ceux-ci et les caractéristiques des logements des ménages.

Le questionnaire enfant

Ce questionnaire sera adressé aux enfants de 5 à 17 ans et permettra de recueillir des informations sur les caractéristiques des enfants de cette tranche d'âge. Il renseigne également sur l'éducation, la situation par rapport au travail, la santé et la sécurité des enfants.

Afin d'assister l'administration de ces questionnaires, seront également fournis :

- un manuel de l'agent enquêteur qui renseigne sur les responsabilités et la procédure de collecte.
- un manuel du chef d'équipe ou contrôleur qui fournit des informations nécessaires à l'accomplissement efficace des tâches de celui-ci.
- diverses fiches (fiche d'énumération, fiche de progrès, fiches d'affectation de l'enquêteur et du chef d'équipe)

Le manuel de l'agent enquêteur

C'est un manuel dans lequel est consigné l'ensemble des instructions à respecter par les enquêteurs : règlements de l'enquête, méthodes de travail sur le terrain, instructions générales pour le remplissage des questionnaires.

Le manuel du chef d'équipe/ contrôleur

Ce manuel est conçu pour fournir aux chefs d'équipe les informations nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches de manière efficace. Il contient des informations sur la préparation, l'organisation et le contrôle du travail sur le terrain.

Les fiches

Plusieurs fiches seront utilisées sur le terrain :

- la fiche d'énumération qui servira à la mise à jour des ménages des grappes ;
- la fiche d'affectation des enquêteurs ;
- la fiche de progrès des enquêteurs ;
- la fiche de contrôle du chef d'équipe.

6. Recrutement et formation du personnel de terrain

Le succès d'un processus d'enquête est déterminé dans une large mesure par la capacité des agents de terrain à exécuter les tâches de manière appropriée, opportune et flexible. La formation sur le terrain est donc d'une importance cruciale, car les résultats finaux de l'enquête sont au mieux aussi bons que la fiabilité et l'exhaustivité des données fournies par les questionnaires.

Cela est d'autant plus vrai pour les enquêtes sur le travail des enfants qui impliquent des concepts complexes appliqués dans diverses situations. Aucune enquête ne peut être une simple répétition d'un cycle à l'autre, et il est impératif que tous les agents de terrain comprennent parfaitement les concepts qui ont été adoptés concernant les variables de l'enquête.

Avant toute enquête, la formation doit être prise très au sérieux - quels que soient les antécédents et l'expérience du personnel ou la complexité de l'opération. Une priorité essentielle de l'enquête est toujours d'obtenir des données de haute qualité, et cette exigence ne peut être satisfaite que si suffisamment de temps est consacré à la formation approfondie des formateurs.

Au-delà des techniques d'entretien de base, les agents de terrain doivent acquérir des compétences spécifiquement adaptées aux contextes dans lesquels les questionnaires seront appliqués. Un manuel a été préparé pour les enquêteurs. Ce manuel doit fournir des conseils sur les techniques d'entretien ; concepts et définitions des variables d'enquête ; et des problèmes d'entrevue probables, accompagnés de suggestions sur la façon de surmonter ces difficultés.

Le personnel du BIT participera en tant que personnes ressources à la formation de formateurs et soutiendra l'INSD du Burkina Faso dans l'élaboration des programmes de formation.

Le déroulement des formations et du recrutement du personnel de terrain sera le suivant :

Formation des formateurs

La formation du personnel de terrain sera assurée par une équipe de formateurs sélectionnée à cet effet. Afin de permettre à ces formateurs de disposer des aptitudes nécessaires pour mener à bien leur mission, il sera organisé à leur intention un atelier de capacitation (en ligne).

Recrutement et formation du personnel de terrain

Afin de permettre aux enquêteurs de mieux s'approprier les questionnaires une formation de 9 jours leur sera administrée. Soixante-et-dix (70) agents enquêteurs seront recrutés et formés. Au cours de cette formation, l'accent sera mis sur la définition des concepts utilisés afin d'harmoniser leur compréhension avec un accent particulier sur la traduction des questionnaires dans au moins deux langues nationales couramment parlées au Burkina. Des spécialistes de l'Institut national d'alphabétisation (INA) seront sollicités à cet effet. La méthodologie de collecte étant le CAPI (Computer-Assisted Personal Interview).

A l'issue de la formation, 45 enquêteurs seront retenus pour former quinze (15) équipes composées chacune de trois (03) enquêteurs et d'un (01) contrôleur. Au total l'enquête principale mobilisera 45 enquêteurs, 15 contrôleurs, 10 superviseurs et 02 coordonnateurs.

7. Considérations éthiques

Les questions d'éthique, de confidentialité et de sécurité sont essentielles lors de la recherche sur les Principes et Droits Fondamentaux au Travail. La sécurité et les considérations éthiques doivent être prises en compte lors des entretiens avec des enfants comme indiqué dans le Manuel de l'OIT sur l'évaluation rapide du travail des enfants. Toutes les mesures nécessaires relatives à la pandémie COVID doivent être également prises.

Également, tous les participants ne doivent pas subir un préjudice quelconque du fait de leur participation. Pour ce faire, les principes éthiques seront respectés pendant la réalisation de l'étude. Aussi, le consentement du participant sera obtenu avant l'administration du questionnaire. Les données individuelles d'ordre économique ou financier recueillies ne seront en aucun cas utilisées à des fins de contrôle fiscal, économique ou social, ni à des fins de recherche de la part des autorités administratives, politiques, policières, militaires ou judiciaires. Tous les membres de l'équipe de collecte s'engageront à garder la confidentialité des informations collectées.

Les données définitives seront également anonymisées pour éviter que les informations individuelles ne soient identifiables.

8. Ressources matérielles de l'enquête

L'INSD mettra des ressources matérielles à la disposition des agents pour garantir un meilleur déroulement des travaux de collectes. De façon générale, il s'agit d'un kit minimum composé :

- ✓ d'un sac pour le conditionnement des matériels ;
- ✓ d'une tablette ou smartphone.

Il faut noter que ce matériel reste la propriété de l'INSD à la fin de l'opération.

Plus spécifiquement, il faudra disposer des matériels suivants :

- ✓ le matériel de protection des outils (sacs, fourreaux, imperméables, ...) ;
- ✓ les moyens de déplacement (véhicules tout-terrain, motos, ...)
- ✓ les cartes et les croquis des ZD ;
- ✓ les tablettes ;
- ✓ les ordinateurs ;
- ✓ la connexion internet pour le serveur et les agents de terrain ;
- ✓ les applications de collecte,
- ✓ les masques de protection contre la maladie à COVID-19.
- ✓ etc.

Notons que la liste de ces ressources matérielles à fournir n'est pas exhaustive, et certaines ne sont pas à acquérir uniquement pour cette étude.

9. Gestion des risques

Dans toute opération, des événements imprévisibles peut impacter positivement ou négativement l'atteinte des résultats de l'étude. Les potentiels facteurs de risques identifiés liés à la présente étude sont :

- ✓ les attaques terroristes et les braquages;
- ✓ les accidents de la circulation/maladies dans le cadre de la mission de collecte;
- ✓ les pannes, vols ou pertes de Smartphones ;
- ✓ les pannes ou pertes de motos;
- ✓ les refus;
- ✓ la pandémie à covid19 ;

Pour des questions sécuritaires, les Zones de Dénombrements situées dans des zones à haut risque ne seront pas concernées par le tirage de l'échantillon. Quant aux retards de collecte liés aux pannes et perte de Smartphones, l'INSD prévoit un ou deux Smartphone de remplacement par équipe. Aussi, les Smartphones seront paramétrés de sorte à envoyer quotidiennement les données collectées sur le serveur pour éviter des pertes de données.

Pour minimiser les risques d'insécurité, les équipes seront invitées à se signaler auprès de la gendarmerie ou de la police des localités concernées, éviter les entretiens tardifs et mener les entretiens dans des endroits recommandés par les autorités sécuritaires. Le personnel de

terrain sera doté de masques de protection, et formé aux gestes barrières. Trois (03) ménages de remplacement dans chaque ZD sont prévus en cas de refus ou d'absence du ménage.

10. Ressources humaines et organisation de la collecte

Un comité technique de l'étude est constitué pour travailler continuellement sur la méthodologie, les outils de collecte et garantir la qualité des données et des analyses. Il est composé du personnel de l'INSD et du Ministère en charge du travail.

Les principaux acteurs intervenant dans l'organisation de la collecte des données sont regroupés en fonction des attributions qui leurs sont assignées. Il s'agit notamment :

- ✓ Du superviseur : il est membre de l'équipe technique et a pour mission essentiellement de superviser le travail des équipes de collecte. Il fait des missions très rapprochées sur le terrain avec des termes de référence bien précis soumis à lui par l'équipe technique. Après chaque mission, il dépose un rapport technique de mission auprès de l'équipe technique.
- ✓ Du contrôleur : Il a pour mission principale de représenter administrativement l'équipe technique sur le terrain, de superviser le travail des agents enquêteurs, de vérifier la qualité de remplissage des questionnaires de ses agents ;
- ✓ De l'agent enquêteur : Il a pour mission d'administrer les questionnaires aux ménages, de veiller à la qualité des données collectées auprès des ménages.

L'opération de collecte de données devra s'effectuer sur trois phases : un test cognitif, une enquête pilote, et une enquête principale.

11. Test cognitif

L'objectif général du test cognitif est de réaliser des entretiens qualitatifs suivant le protocole du BIT afin d'évaluer à l'avance si les répondants ont des difficultés pour comprendre le questionnaire.

Plus spécifiquement il s'agit de :

- Collecter des données sur la compréhension des questions,
- Collecter des données sur la fluidité des réponses,
- Collecter des données sur la clarté des questions et de certaines modalités,
- Collecter des données sur le niveau de confiance des réponses,
- Collecter les données sur les propositions de reformulation des questions non comprises,
- Etc.

12. Enquête pilote

Les données collectées lors de l'enquête pilote seront traitées et analysées en vue de tester la fonctionnalité des outils de collecte et la production de tableaux statistiques de base. Cette étape va permettre également d'apporter des corrections dans les différents questionnaires, d'apporter des corrections à l'application de collecte (programmes installés dans les smartphones) mais aussi d'estimer le temps moyen de collecte en vue d'apprécier la durée objective de l'opération. Elle se tiendra au mois de septembre 2022.

13. Enquête principale

L'enquête principale se tiendra au mois d'octobre à novembre 2022 en pleine période d'activité scolaire. Le choix de cette période se justifie par le fait que certaines questions posées aux enfants sont en lien avec la fréquentation scolaire du moment. Elle durera près d'un mois et mobilisera les ressources humaines et matérielles comme décrites aux points 8 et 10.

Conclusion

L'enquête nationale sur le travail des enfants qui sera réalisée au dernier trimestre de 2022 va contribuer à approfondir les connaissances sur le phénomène y relatif. Ainsi, il permettra de disposer non seulement de données récentes et fiables mais également d'avoir une analyse plus juste du phénomène. L'application d'un test cognitif sur le questionnaire enfant reste également innovant pour le Burkina Faso et fournit à l'ensemble du système statistique national, des outils innovants pour assurer la qualité des données statistiques.